

Enjeux autour des flux migratoires dans les décennies à venir

Catherine Wihtol de Wenden (CNRS, CERI, Paris)

En ce début du vingt et unième siècle, les migrations internationales se sont intensifiées, au point de se mondialiser et de devenir l'un des grands enjeux de la planète. On compte aujourd'hui 214 millions de migrants dans le monde, soit trois fois plus qu'il y a quarante ans. On dénombrait 120 millions de migrants internationaux à la fin des années 1990, 150 millions au début des années 2000. Nous serions entrés, selon certains, dans la deuxième grande vague de migrations entre 1980 et aujourd'hui, la première se situant entre 1880 et 1914. Celles-ci se répartissent entre des migrations sud-nord (62 millions), sud-sud (61 millions), nord-nord (53 millions), nord-sud (14 millions), le reste étant constitué par des migrations est-ouest et, plus rarement, ouest-est. Ces migrations internationales s'inscrivent dans une tendance à la mondialisation des formes de mobilité, puisque le monde entier est aujourd'hui traversé par les migrations, que presque tous les pays du monde sont concernés soit, par le départ, soit par l'accueil, soit par le transit et que les migrations internes au sein des Etats s'élèvent à 740 millions, dont 240 millions en Chine : un milliard de la population de la planète est en mouvement.

Les migrations internationales contribuent au « rapprochement du monde dans le monde ». Le rapport 2009 du programme des Nations Unies pour le développement souligne que les migrations sont devenues un facteur essentiel du développement humain et qu'il convient donc de « lever les barrières » plutôt que de les fermer, car tous les travaux montrent que le développement et les migrations fonctionnent de pair, loin d'être une alternative l'un à l'autre. Mais les migrations s'inscrivent aussi dans le processus complexe des globalisations contradictoires, où des objectifs politiques s'affrontent contre des impératifs économiques, sociaux et culturels. Elles font partie de la texture sociale des relations internationales tant leur dimension économique, sociale, politique, culturelle questionne les cadres classiques de l'espace international. Dans la nécessité d'« humaniser la mondialisation », la mobilité est devenue pour certains l'un des grands chantiers des droits de l'homme, pour d'autres un bien public mondial à gérer grâce à une gouvernance mondiale et multilatérale des acteurs, pour d'autres encore un mal à combattre face aux incertitudes de l'intégration. De leur côté les sans papiers et leurs soutiens font figure de mouvement social mondial en recomposition autour du droit à la mobilité, du statut de ceux qui circulent par rapport à ceux qui sont sédentaires, de la nécessité de vivre ensemble sans exclusion, remettant en question les notions de frontières, de souveraineté, de citoyenneté. De nouveaux clivages se font jour, est-ouest, sud-nord, sud-sud, dessinant des fractures géopolitiques régionales et mondiales.

Dans ce monde marqué par des crises politiques durables et des risques de sécessions sociales, la crise économique est venue apporter une nouvelle donne. La mobilité des hommes a souvent accompagné les épisodes de chaos pour atténuer les grandes lignes de fracture du monde : réfugiés, apatrides, femmes et mineurs isolés, migrants économiques, élites, à tel point que les catégories classiques des migrations s'en trouvent brouillées car beaucoup appartiennent à plusieurs catégories à la fois ou au fil de leur vie avec des profils peu différenciés entre eux. La distinction entre pays d'accueil, de départ et de transit est aussi devenue plus floue car beaucoup de pays sont devenus l'un et l'autre à la fois. La crise financière globale de l'été 2008 a-t-elle modifié la donne ? L'impact qu'elle a eu sur les flux migratoires est encore difficile à analyser dans son ensemble. On constate néanmoins un déclin des migrations irrégulières aux fins d'emploi vers des destinations comme le Mexique,

l'Espagne, l'Italie et la Malaisie, une diminution des transferts de fonds (328 milliards de dollars en 2008, 337 milliards en 2007), à l'origine de difficultés pour les familles et les communautés qui sont devenus dépendantes à l'égard de ceux-ci (Afrique de l'ouest, Philippines), la poursuite, voire l'accélération des politiques d'expulsion et de reconduction à la frontière, particulièrement pour les sans papiers, l'affaiblissement des droits des migrants et des efforts pour conquérir de nouveaux droits, enfin un renversement à long terme des politiques mondialisées et un retour aux politiques nationales protectionnistes, bien que certains prédisent une nouvelle vague de mondialisation une fois la récession passée.

De nouvelles problématiques, comme les déplacés environnementaux, les migrations intérieures chinoises, les contradictions récentes intervenues dans les politiques migratoires, dans un sens plus restrictif mais prenant en compte la nécessité d'entr'ouvrir les frontières dans les pays les plus concernés par le vieillissement et les transformations spécifiques à certaines régions du monde ou à certains groupes de migrants sont néanmoins porteuses de pistes pour analyser les flux de personnes dans les décennies à venir.

L'enjeu démographique

Premier constat : la démographie qui hier intervenait peu dans les facteurs de décision concernant les politiques migratoires, est aujourd'hui devenue un élément incontournable. La prise de conscience, depuis le rapport du Département de la population des Nations Unies de 2000 sur les migrations de remplacement, que le monde vieillit, et notamment l'Europe, la Russie et le Japon, a été porteuse d'une nouvelle donne. Elle a mis fin en Europe au dogme de l'« immigration zéro » comme objectif à atteindre pour les Etats. La division de la Population du département des affaires économiques et sociales des Nations Unies a également construit divers scénari quant à la dimension de la population mondiale d'ici 2050, fondés sur les diverses hypothèses relatives aux taux de fécondité et à d'autres facteurs qui influencent la croissance démographique. Dans le scénario « basses variations », d'ici 2050, la terre sera peuplée d'environ 8 milliards de personnes (7,959), ce qui présuppose un taux de fécondité de 1,54 enfant par femme, soit beaucoup moins que le taux de fécondité de substitution (2,1). Aujourd'hui, le taux de fécondité mondiale est de 2,56. Dans un second scénario de variation moyenne, avec 9,150 milliards d'habitants en 2050 et une fécondité de 2,02, la fécondité des régions les moins développées baissera de 2,73 enfants par femme (2005-2010) à 2,05 dans la période 2045-2050. Pour arriver à de tels résultats, la division de la population estime qu'il est essentiel d'augmenter l'accès aux services de planification familiale volontaire, notamment dans les pays les moins développés. Selon un rapport du Secrétariat général des Nations Unies sur la population mondiale et le programme d'action de la Conférence du Caire sur la population de 1994, 106 millions de femmes mariées dans les pays en développement ont un besoin non satisfait de planification familiale. Le scénario de variation élevée prévoit 10,461 milliards d'habitants en 2050, avec un taux de fécondité de 2,51 enfants par femme.

Mais ces variations vont affecter différemment les régions du monde : l'Afrique devrait atteindre un milliard d'habitants en 2050, deux milliards à la fin du siècle, l'Inde avec 1,6 milliard en 2050 dépassera la Chine, aujourd'hui la plus peuplée avec 1,3 milliard, dont la population commencera à vieillir à cause de la politique de l'enfant unique. L'Europe vieillit, de même que le Japon et la Russie et la population de ces régions sera plus faible en 2050 qu'aujourd'hui alors que les Etats-Unis se maintiendront grâce à l'immigration et que le sud connaît une transition démographique (moins de naissances et mortalité en baisse). Sans l'immigration, les pays européens verraient leur population diminuer à l'horizon 2025 par rapport aux chiffres actuels.

Un autre phénomène lié à cette évolution est la progression du monde urbain par rapport au monde rural. On assiste à un mouvement d'urbanisation généralisé, y compris dans des régions marquées par le monde rural, comme l'Afrique dont la population sera urbaine à 70% entre 2050 et la fin du siècle alors qu'elle était rurale à 70% il y a cinquante ans. Les villes dix millionnaires en population se situent majoritairement en Asie, le plus grand réservoir démographique de la planète (Tokyo, Séoul, Shangaï, Bombay, Delhi, Jakarta, Osaka, Manille, Calcutta, Dacca, Téhéran, Karachi, Pékin). Mais les Amériques comptent aussi de nombreuses mégapoles (Mexico, New York, Saô Paulo, Los Angeles, Buenos Aires, Rio de Janeiro), alors que l'Europe (avec Londres, Moscou, Paris, Istanbul) et l'Afrique (le Caire, Lagos), sont encore peu représentées. Ces villes constituent un pôle pour les migrations internes, puis internationales présentes et futures dans les pays du sud et l'explosion rapide de certaines a un impact sur le réchauffement climatique.

Les risques environnementaux

Le réchauffement climatique est global et les hommes en sont la cause principale par leur consommation d'énergie. Si les températures continuent à augmenter jusqu'à 6,4 degrés d'ici 2100, les conséquences seront les plus graves dans les pays du sud pour les plus pauvres du monde car c'est là que se situe l'essentiel des risques environnementaux : élévation du niveau des mers comme à Tuvalu ou aux Maldives, inondations dans les zones se trouvant au-dessous du niveau de la mer comme au Bangla-Desh, cyclones, tornades, tremblements de terre, éruptions volcaniques, désertification. D'autres conséquences liées au réchauffement comme le dégel et la fonte des glaciers affecteront aussi bien le grand nord que le sud (Himalaya).

Les préoccupations mondiales sur le changement climatique ont augmenté : mettre fin à l'émission de gaz à effet de serre d'ici 2015, reboisement. Beaucoup de villes sont situées dans les basses zones côtières et sont ainsi menacées par les inondations des deltas des fleuves ou la montée des eaux de la mer : Izmir, Jerusalem, Jedda, Aden, Karachi, Colombo, Chennai, Calcutta, Bangkok, Kuala Lumpur, Ho Chi Minh ville, Kuala Lumpur, Singapour, Jakarta, Taïpei, Séoul, Tokyo, Sapporo.

Les experts du climat (GIEC) prévoient des flux migratoires liés aux mutations environnementales atteignant les chiffres de l'ensemble des migrations internationales actuelles d'ici la fin du siècle (plus de 200 millions) et 50 à 150 millions de déplacés environnementaux d'ici 2050, tout en soulignant que ces flux ne seront pas tous liés à la responsabilité humaine : si la déforestation a un impact direct sur la désertification, en revanche les tremblements de terre, les éruptions volcaniques et les inondations sont aussi vieux que la mémoire humaine et se sont produits à toutes les époques. Walter Kälin, représentant du Secrétariat général des Nations Unies pour les droits de l'homme des déplacés, a identifié cinq scénarios de changement climatique ayant un effet sur les déplacements humains : désastres hydro-météorologiques, dégradation de l'environnement, perte du territoire national (îles), identification de zones « à haut risque », violences et conflits ethniques entraînant le manque et la diminution des ressources naturelles.

Les inégalités du développement humain

Le PNUD (Programme des Nations Unies sur le développement) mesure par trois critères principaux les inégalités du développement humain : la longévité, le niveau d'éducation et le

niveau de vie. Combinés, ces indicateurs permettent de mesurer les inégalités de la planète. Si l'on en dresse une carte du monde, l'Afrique sub-saharienne est la plus mal placée (IDH de 0,3 à 0,4) face à l'Europe, aux Etats-Unis, à l'Australie et au Japon (IDH de 0,9 à 1). Les progrès de l'information, de l'éducation et des transports, la transnationalisation des réseaux migratoires fabriquent des imaginaires migratoires faisant une large place à l'atteinte d'eldorados où la vie est meilleure, souvent au prix de périlleuses odyssees. Les vagues migratoires sont les plus fortes le long des grandes lignes de fracture du monde (Méditerranée, frontière américano-mexicaine) et continueront à être attirées par les régions les plus riches. D'après la division de la population des Nations Unies dans son rapport de 2009, en 2009, le continent africain abritait 19 millions de migrants internationaux, l'Asie 61,3 millions, l'Europe 69,8 millions, l'Amérique latine et les Caraïbes 7,4 millions, l'Amérique du Nord 50 millions, l'Océanie 6 millions. Les BRIC (Brésil, Russie, Inde Chine) commencent à attirer des migrants et le Golfe est l'un des principaux pôles des migrations sud-sud. Par ordre décroissant, les pays qui, en 2010, attirent le plus grand nombre de migrants internationaux sont les Etats-Unis, la Fédération de Russie, l'Allemagne, l'Arabie saoudite, le Canada, la France, le Royaume Uni, l'Espagne, l'Inde et l'Ukraine. Ceux qui comptent le plus haut pourcentage de migrants internationaux dans leur population sont, par ordre décroissant, le Qatar, les Emirats arabes Unis, le Koweït, la Jordanie, les territoires palestiniens, Singapour, Israël, la Chine (y compris Hong Kong), Oman et l'Arabie saoudite. Tout porte à penser que ces tendances vont se poursuivre dans les années à venir, bien que les pays du Golfe ne se prêtent pas à une immigration d'installation et que d'autres pays, comme l'Ukraine, connaissent des migrations pendulaires, les Ukrainiens eux-mêmes allant travailler en Europe de l'Ouest et en Pologne.

Crises politiques et violences

Enfin, les crises politiques et les violences, notamment faites aux femmes sont aussi porteuses de migrations, internes dans les pays en crise pour les plus démunis, et internationales. Parmi les 740 millions de migrations internes, une partie est formée par les déplacements forcés dont ceux qui sont liés à des pays en guerre ou confrontés à de très graves crises internes (Darfour). En 2007, le Haut Commissariat aux Réfugiés des Nations Unies dénombrait 40 millions de déplacements forcés dont 17 millions de réfugiés (la plupart non statutaires). Le Proche et le Moyen Orient, avec 6 millions de départs d'Afghanistan depuis la fin des années 1970 et 4 millions d'Irak depuis 2002 sont à la source du plus grand nombre de demandeurs d'asile au monde. L'Afrique des grands lacs, les Balkans, les régions kurdes, le conflit israëlo-palestinien, le Sri Lanka ont aussi produit beaucoup de réfugiés internes et internationaux. De la résolution de ces conflits dépend la diminution du nombre de demandeurs d'asile (l'*Atlas des crises et des conflits* de l'IRIS de 2009 en identifie une trentaine). Après les Etats-Unis, c'est la France qui a connu le plus grand nombre de demandeurs ces dernières années, avec 42 000 demandes en 2009 (et 47 000 si l'on inclut les réexamens). Mais l'Europe, avec 246 200 demandes en 2009, soit 3% de plus qu'en 2008 est devant les Etats-Unis et tend à devenir la plus grande région d'accueil de demandeurs d'asile au monde, même si, du fait de politiques très restrictives, moins du quart obtient le statut de réfugié. Il y a vingt ans, au lendemain de la chute du mur de Berlin, l'Europe recevait 500 000 demandes d'asile par an, dont notamment l'Allemagne (438 000 demandes en 1992), premier pays d'immigration en Europe et premier pays d'accueil des demandeurs d'asile depuis 1945 jusqu'aux années 2000. Les pays européens qui vont être les plus touchés par les nouvelles demandes sont ceux qui ont des liens linguistiques, coloniaux, transnationaux (migrations de travail et familles déjà existantes) avec les foyers de crises. La politique du HCR tendant à encourager la protection

interne à proximité des zones en crise (asile interne) atténuée néanmoins l'attraction exercée par l'Europe, les Etats-Unis et le Canada.

Les violences faites aux femmes et aux enfants provoquent aussi des migrations, internes et internationales proches ou non des réfugiés. La féminisation des migrations, le développement du phénomène des mineurs non accompagnés sont autant de conséquences de ce mal être dans les pays pauvres, une situation appelée à prendre plus d'ampleur dans les années à venir car leur cause commence à être entendue.

La circulation, migratoire, comme mode de vie

Enfin, parmi les tendances qui se sont dessinées au cours de ces dix dernières années, les migrations pendulaires d'allers et retours, l'installation dans la mobilité comme mode de vie semblent attirer tous ceux qui veulent vivre « ici » et « là bas » quand le statut (double nationalité, titres de long séjour, visas à entrées multiples) le permet et que des activités économiques transnationales soutiennent ce projet de vie. D'une rive à l'autre de la méditerranée, en Europe d'est en ouest mais aussi du nord au sud (métiers qui peuvent s'exercer à distance) se développe une multitude d'activités qui permettent des formes de migrations multiples : saisonnières, d'allers et retours, définitives pour la retraite comme prolongement du tourisme. Beaucoup de ces circulants ne s'installent pas définitivement dans le pays d'accueil, certains vivent en permanence dans l'entre deux, dans un espace double ou triple autour d'un lien migratoire construit par les échanges transnationaux économiques, culturels, familiaux. On assiste à un développement depuis une vingtaine d'années de ces circulations migratoires, un mode de vie qui semble tenter une population jeune et active et qui est appelé à se développer compte tenu du différentiel d'opportunités dans certains secteurs peu délocalisables (« care drain » pour les personnes âgées, bâtiment, agriculture, commerces et entreprises transfrontaliers).

Vivre ensemble

Dans la question migratoire, les flux ne sont pas nécessairement l'enjeu essentiel, surtout si les politiques migratoires permettent une plus grande fluidité de circulation, comme l'appellent l'ONU à travers les Forums mondiaux Migration et développement depuis 2007, le HCR (Haut Commissariat aux réfugiés), l'OIT (Organisation internationale du travail), l'OIM (Organisation internationale des migrations) et de nombreuses ONG (associations de défense des droits de l'homme) qui cherchent, à travers la définition d'une gouvernance mondiale des migrations, multilatérale et associant les Etats d'accueil et de départ et la société civile, à faire de la mobilité un bien public mondial.

La question des stocks, c'est à dire la gestion des populations installées dans un vivre ensemble harmonieux va devenir à l'horizon 2020 un enjeu essentiel : évolution de la définition de la citoyenneté dans le sens de la pluralité des allégeances, incluant éventuellement une citoyenneté compatible avec la mobilité, développement de la double nationalité et du droit du sol, l'une et l'autre déjà en hausse, lutte contre les discriminations, l'ethnisation des inégalités sociales et les violences urbaines, encouragement de la vie associative. Les questions de l'apatridie (13 millions environ, notamment au Bangla-Desh et au Myanmar) et des sans papiers vont aussi être au devant de la scène, de même que l'encouragement aux naissances dans les pays les plus touchés par le vieillissement comme la Russie et le Japon. Dans les pays d'émigration du sud récemment devenus aussi pays

d'immigration, les politiques d'intégration sont inexistantes. Un grand chantier s'ouvre donc à l'horizon 2020.

Conclusion

Les migrations internationales, dans la diversité de leurs formes et des populations qu'elles entraînent, sont appelées à se poursuivre, car les facteurs qui en sont la cause ne sont pas près de disparaître à l'horizon 2020 ou 2050. De nouvelles causes de migrations se sont fait jour, comme l'environnement, tandis que la prise de conscience que la mobilité peut offrir de meilleures opportunités qu'en restant chez soi s'est répandue dans les pays pauvres où la population n'accepte plus la fatalité d'être né dans un pays pauvre et/ou mal gouverné. Il est à penser qu'avec les progrès de l'éducation, de l'information et l'extension de l'urbanisation, la décision de migrer va concerner de plus larges couches de populations jusque là moins mobiles comme les malades, les femmes et les enfants et des catégories plus pauvres précédemment peu enclines à bouger.

Éléments de bibliographie

Pascal Boniface, Hubert Védrine, *Atlas des crises et des conflits*. Paris, Armand Colin/Fayard, 2009

Fonds des Nations Unies pour la Population, *L'état de la population dans le monde, 2009. Un monde qui change, femmes, population et climat*, UNFPA, 2009

UNHCR, *Les réfugiés dans le monde*, Genève, 2009

Nations Unies, Department of Economic and Social Affairs, Population Division, *International Migration 2009*

Gilles Pison, *Atlas de la population mondiale*. Paris, Autrement, 2009

Catherine Wihtol de Wenden, *Atlas mondial des migrations*. Paris, Autrement, 2009

Catherine Wihtol de Wenden, *La Globalisation humaine*. Paris, PUF 2009